

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Comte, Raphaël (fdp/plr, NE) SR/CE, Thurgau</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1989 - 01.01.2019</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Thurgau, 2014*.  
Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Bildung, Kultur und Medien</b>	1
Bildung und Forschung	1
Grundschulen	1

# Abkürzungsverzeichnis

**EDK** Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren  
**WBK-NR** Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats

---

**CDIP** Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique  
**CSEC-CN** Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national

# Allgemeine Chronik

## Bildung, Kultur und Medien

### Bildung und Forschung

#### Grundschulen

ANDERES  
DATUM: 28.08.2014  
GUILLAUME ZUMOFEN

Un état d'esprit de "**Guerre des langues**" s'est immiscé dans la sphère de la formation. Alors qu'en 2004, les cantons avaient négocié un compromis sur l'enseignement des langues, de nombreuses interventions cantonales ont mis en difficulté cet accord. A Schaffhouse, le Grand Conseil a accepté une motion qui vise à supprimer le français de l'enseignement primaire. Le canton de Thurgovie lui a emboité le pas avec l'adoption d'une motion similaire. Du côté de Nidwald, le Conseil d'Etat a approuvé une initiative qui entendait évincer le français, avant d'être désapprouvé par son parlement. Puis, finalement, dans les Grisons et à Lucerne, deux initiatives, qui souhaitent qu'une seule langue étrangère soit enseignée à l'école primaire, ont abouti. Si certaines initiatives n'attaquaient pas ouvertement le français, différents politiciens romands ont néanmoins fortement réagi. Le débat s'est rapidement embrasé: les arguments pédagogiques se sont heurtés à l'idée de cohésion nationale. Le ministre de l'Intérieur Alain Berset a été contraint de réagir. Il a indiqué qu'il était prêt à agir si nécessaire, afin de préserver la cohésion nationale et les valeurs culturelles helvétiques. Finalement, la Conférence Suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a jugé qu'il était inadmissible de ne pas enseigner les langues nationales dès le primaire. De plus, elle a ajouté que les cantons avaient le devoir de faire respecter le compromis de 2004. A travers un vote consultatif, les différentes organisations cantonales d'enseignants ont estimé qu'une seule langue étrangère devait être enseignée au primaire et que cette langue devait être une langue nationale. Puis, Berne, s'est immiscé dans le débat. Deux interpellations de Christian Levrat (ps, FR) et de Raphaël Comte (plr, NE) ont soulevé la question au sein de la chambre des cantons, avant que le Conseil national adopte un postulat de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) qui vise l'établissement d'un programme d'échanges linguistiques au niveau de l'école obligatoire et du secondaire II.<sup>1</sup>

---

1) Ip, 14.3153; Ip, 14.3287; Presse du 01.11.2014; Presse du 11.10.2014; Presse du 28.08.2014; TA, 20.2.14; WW, 27.2.14; NZZ, 11.3.14; SO, 16.3.14; NZZ, 18.3.14; TA, 24.3.14; WW, 27.3.14; LZ, 5.4.14; NZZ, 12.5.14; AZ, 17.5.14; LT, 2.6.14; Lib, 6.6.14; SZ, 12.6.14; LT, 13.6.14; CdT, LT, Lib, NZZ, 14.6.14; CdT, 6.8.14; LZ, NZZ, TA, 16.8.14; AZ, BaZ, LZ, 29.8.14; SoZ, 7.9.14; LT, 20.9.14; NZZ, 11.10.14; BaZ, WW, 29.10.14; NZZ, 31.10.14; BZ, 25.11.14; BZ, BaZ, NZZ, 26.11.14